

# PREMIER CONGRÈS DE L'AIGF

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE GÉOGRAPHIE FRANCOPHONE

RABAT (MAROC), 17-18 JUIN 2020

Le congrès se tiendra à l'[Institut national d'aménagement et d'urbanisme \(INAU\) de Rabat](#)

Le Comité local d'organisation est placé sous la présidence du professeur **Aziz IRAKI**, INAU, Rabat

---

## Appel à participation et à communications

Comme toute science, la géographie a su prétendre à la valeur universelle du savoir qu'elle a forgé. Mais en se doublant d'une domination de la langue anglaise sur le monde scientifique, cette universalité revendiquée a toutefois nui à l'affirmation de connaissances géographiques pour leur part plus ancrées dans des contextes culturels et linguistiques spécifiques. Aussi, on ne saurait défendre la légitimité de la scientificité géographique sans rechercher un équilibre afin que s'exprime une nécessaire diversité épistémologique. Cela commande que puisse s'épanouir, au sein de la communauté des géographes, une véritable diversité culturelle et linguistique. Ce besoin exige que chaque foyer culturel et linguistique prenne la mesure des défis auxquels il est confronté en cette matière et adopte des mesures en conséquence. Chez les géographes francophones, une telle démarche s'est récemment engagée. Il en est résulté, parmi d'autres avancées, et à l'image de ce qui se fait dans d'autres disciplines (cf. sociologie, démographie, science régionale, science du géomètre), la volonté de créer une association internationale francophone regroupant des géographes et des spécialistes de disciplines connexes qui, quelle que soit leur nationalité, utilisent ou veulent utiliser le français dans une part notable de leur activité scientifique.

À l'issue du colloque *La vocation internationale de la géographie francophone*, tenu le 29 mai 2019 à Gatineau au Québec, où ont participé des universitaires originaires de différents pays et continents, le processus enclenché a mené à la création d'une association, l'AIGF, dont le mandat est de soutenir et de développer la vocation internationale de la géographie francophone. Son premier congrès prévu à Rabat les 17 et 18 juin 2020 sera l'occasion de tenir une assemblée générale qui finalisera les statuts de l'association et son mode de fonctionnement, en procédant à l'élection des personnes et divers comités responsables, en créant des commissions ou groupes de recherche thématique et en décidant de toute action qu'elle jugera bon d'entreprendre. À cet effet, un appel à candidatures sera lancé au printemps, préalablement au congrès.

Pour composer le programme scientifique du premier congrès de l'AIGF, des projets de séances – présentés ci-dessous – ont été préparés par des collègues de différents horizons géographiques. Invitation est faite à chacun de soumettre une proposition de communication. Par ailleurs, le congrès reste ouvert à des propositions de communications individuelles, orales ou par affiche, sur des problématiques non couvertes par les séances déjà projetées.

## SÉANCE 1 - La géographie et la dimension politique du patrimoine

Actuellement, le patrimoine, culturel et naturel, prend de plus en plus de place dans nos sociétés. La *société du patrimoine* que nous sommes devenus a transformé les usages et les significations du patrimoine de différentes manières. D'une *identité nationale*, nous passons également aux *identités locales* ; de la grande cathédrale, nous passons aux objets et aux pratiques de groupes historiquement invisibles. Dans les années 1990, dans *L'allégorie du patrimoine*, Françoise Choay parlait déjà d'une triple expansion du concept de patrimoine : chronologique, typologique et géographique. Cependant, il y a encore une quatrième expansion, notamment dans les usages et les motivations du processus même de la patrimonialisation. Sa dimension économique est évidente et le patrimoine en tant que ressource économique a déjà reçu beaucoup d'attention de la part des géographes, surtout en raison de son lien avec le tourisme. Nous voulons pour notre part mettre en lumière une autre caractéristique du patrimoine et du processus de patrimonialisation à l'époque actuelle : l'utilisation du patrimoine comme *ressource politique*.

Différents groupes sociaux commencent à mobiliser des processus de patrimonialisation dans le cadre d'un mouvement de renforcement du pouvoir, soit à la recherche d'une *visibilité sociale* comme instrument de revendication de droits sociaux, soit à propos du droit à la ville et de l'aménagement du territoire. Les conflits et les débats concernant les projets d'intervention urbaine, dans les pays du Nord comme du Sud, sont l'un de leurs visages les plus évidents, mais pas les seuls. Il ne faut pas non plus négliger les aspects politiques entourant la relation entre patrimoine et tourisme.

De façon analogue, l'utilisation du patrimoine en tant que ressource politique institutionnelle renvoie à la géopolitique de l'UNESCO, avec ses conflits régionaux autour de questions de légitimité et de contrôle, ainsi qu'à la géopolitique interne des États et à la manière dont certains secteurs utilisent les processus de patrimonialisation comme moyens d'acquiescer un bénéfice politique, personnel ou institutionnel.

En mettant en lumière la dimension politique du patrimoine, cette proposition vise à définir les différentes contributions possibles de la géographie à ce sujet, contributions qui peuvent provenir de différents domaines de la discipline. Quelles sont les approches géographiques possibles de la relation entre patrimoine et politique ? Dans quels contextes le patrimoine a-t-il été utilisé comme ressource politique ? Quels sont les défis épistémologiques et méthodologiques en géographie pour problématiser la dimension politique du patrimoine ? Telles sont quelques-unes des questions qui visent à guider notre proposition.

### **Responsable :**

**Rafael Winter Ribeiro**, Universidade Federal do Rio de Janeiro & ICOMOS-Brésil

[rafaelwinter2002@yahoo.com.br](mailto:rafaelwinter2002@yahoo.com.br)

## **SÉANCE 2 - Métropolisation et périurbanisation : les enjeux des périphéries urbaines dans les nouveaux projets métropolitains dans les pays du Sud**

Le concept de ville durable a pris une place de plus en plus importante géographie urbaine, de même qu'il mobilise maintenant les institutions internationales et nationales. Qu'elles portent sur les villes du monde développé ou du tiers monde, les réflexions à ce titre s'intéressent à la capacité des entités urbaines non seulement à se connecter au système-monde, mais plus encore à innover pour préserver des espaces urbains plus sûrs et résilients. L'entreprise n'est toutefois pas simple considérant la métropolisation qui affecte grand nombre de ces villes. L'extension spatiale et la recomposition sociale de leurs périphéries interpellent tout particulièrement le géographe. Car de nouvelles dynamiques les traversent. Ces dynamiques sont composites, tenant à la fois à des initiatives locales, des politiques nationales et à des investissements étrangers de sources publiques et privées. Bref, la séance veut susciter un débat sur les enjeux de tous ordres qui caractérisent aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation, les périphéries métropolitaines. Les propositions, de nature théorique et méthodologique, peuvent porter sur :

- ❖ Le jeu de la spéculation foncière, notamment en lien avec les résistances et les accommodations territoriales qui l'accompagnent lorsque le périurbain se transforme sous la poussée métropolitaine.
- ❖ Les innovations en matière d'habitat et de transport nées des tensions dans un système urbain qui, dans maintes périphéries métropolitaines du Sud, balancent entre le formel et l'informel.
- ❖ Les risques environnementaux affectant actuellement le périurbain dans le processus de construction métropolitaine au Sud.

### **Responsable :**

**Papa Sakho**, Laboratoire de géographie humaine, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal  
[papa.sakho@ucad.edu.sn](mailto:papa.sakho@ucad.edu.sn)



### SÉANCE 3 - Quand les espaces deviennent politiques et quand la politique devient paysage

La vie politique semble être inséparable du spectacle des rues et des places des grandes villes. Elle les mobilise à des fins diverses, mais souvent elles s'en trouvent envahies par la foule, colorées par des affiches et résonantes de slogans et des discours. Ces mobilisations d'intérêt politique utilisent la matérialité des espaces publics où des manifestations de tous ordres deviennent visibles et produisent par conséquent un paysage que du coup devient lui-même un moyen d'action politique. En ce sens, l'occupation physique de certains lieux dans l'espace envoie des signes difficiles à ignorer, car cette occupation est le fait d'une population incorporée à un espace physique qui, de ce fait même, devient politique (Parkinson, 2012 ; Gerbaudo, 2017 ; Barnett *et al.*, 2004).

La séance aborde cette question du rôle de la mobilisation politique dans les espaces publics et des enjeux que représente cette mobilisation au regard des institutions représentatives et délibératives de la vie démocratique. Sous l'angle spécifique de la géographie, il sera traité du problème de la signification politique du paysage qui permet de composer l'image visible de ces mobilisations et qui fournit les raisons de choisir certains lieux plutôt que d'autres (Machado Filho, 2017 ; Brockett *et al.*, 2015 ; Castells, 2015 ; Ribeiro, 2010). Le pouvoir des rues et des places et la façon dont il est utilisé par les groupes d'intérêt ouvrent un éventail de thèmes fructueux pour étudier la relation entre les phénomènes politiques et les espaces stratégiques de la visibilité sociale. D'où la nécessité d'enquêter sur les conditions propres aux manifestations qui transforment les espaces publics en espaces politiques (Castro, 2018) et d'expliquer comment, par cette entremise, des paysages urbains se transforment visuellement et symboliquement en actes politiques. Ainsi pourront être abordées, parmi d'autres, les questions suivantes. Dans quelles conditions cette politisation des paysages urbains opère-t-elle et quelles actions la font advenir ? Comment le processus de formulation des normes et des lois est-il influencé par les actions de groupes d'intérêt sociaux, virtuels ou non, dans les espaces publics rendus politiques ? Comment les symboles et les icônes du paysage urbain sont-ils mobilisés, reconfigurés et réinterprétés comme des atouts politiques, c'est-à-dire en tant que ressources politiques choisies intentionnellement par les manifestants ? Dans quelle mesure ces paysages politiques sont-ils l'expression d'une réelle démocratie ou, au contraire, une menace à ses fondements ?

#### Bibliographie

- BARNETT, C., LOW, M. (2004) *Spaces of democracy: Geographical perspectives on citizenship, Participation and representation*. Londres, Sage.
- BARNETT, C. (2004) Deconstructing radical democracy: articulation, representation, and being-with others. In: *Political Geography*. 23, p. 503-528.
- BROCKETT, Charles D. (2015) The repression/protest paradox in Central America. In: Goodwin, J.; Jasper, J. M. (dir.) *The social movements reader. Cases and concepts*. 3<sup>e</sup> éd., Oxford, Wiley-Blackwell, p. 363-369.
- CASTELLS, Manuel (2015) The Egyptian revolution. In: GOODWIN, J. ; JASPERS, J.M. (dir.) *The social movements reader. Cases and concepts*, 3<sup>e</sup> éd., Oxford : Wiley-Blackwell, p. 45-52.
- CASTRO, I. E. (2018) Espaços públicos como espaços políticos: o que isso quer dizer? *Revista Geografica*, n° 26, p. 12-33, 2018.
- GERBAUDO, P. *The mask and the flag: populismo, citizenism and global protest*. Oxford University Press.

## PREMIER CONGRÈS DE L'AIGF

MACHADO FILHO, Guilherme (2017) Espaços da política: a relação entre o espaço político das Assembleias e o espaço político das ruas no contexto das manifestações políticas brasileiras contemporâneas. 92 p. Dissertação de Mestrado - Programa de Pós-Graduação em Geografia, Universidade Federal do Rio de Janeiro.

PARKINSON, J.R. (2012) *Democracy and Public Space: the physical sites of democratic performance*. Oxford : Oxford University Press, 2012.

RIBEIRO, Rafael Winter (2010) Os ídolos da Paisagem. Caminhos e Descaminhos da relação entre paisagem e patrimônio. Rio Claro: 1º Congresso de Organização Espacial, Unesp.

### **Responsable :**

**Iná Elias de Castro**, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Chercheur CNPq, Brésil  
[inacastro@uol.com.br](mailto:inacastro@uol.com.br)

#### **SÉANCE 4 - Villes et genre : enjeux, méthodes géographiques et influences conceptuelles**

La géographie, notamment la géographie urbaine, a entamé, depuis une bonne trentaine d'années maintenant, l'intégration du genre dans ses préoccupations. Des réseaux de chercheur.e.s se développent peu à peu autour de cette question, même s'ils demeurent encore un peu isolé.e.s. La problématique du genre en géographie est particulièrement pertinente dans la mesure où la territorialisation des urbains n'est pas du tout la même si on en est un homme ou une femme. La croyance que les habitants des villes sont neutres reste pourtant bien présente (notamment dans les politiques publiques) et invite à s'interroger sur les résistances qui existent dans la discipline, alors que de nombreux travaux ont montré la pertinence de l'étude des pratiques différenciées des femmes et des hommes des espaces publics. L'espace est en effet « le support et le produit de rapports de genre marqués par des phénomènes de hiérarchisation et de domination ». Comprendre à la fois les normes de genre qui dictent l'organisation des espaces et les pratiques qui y prennent place sont un des défis majeurs d'une géographie du genre. La territorialisation, loin d'être aussi égalitaire et libre qu'il n'y paraît, est induite par des mécanismes dont le résultat est l'inégalité d'accès aux espaces publics jusqu'aux processus d'exclusion purs et simples.

Dans les pays en développement, où on trouve des situations de très fortes inégalités et de politiques de développement encore souvent menées sans intégration du genre dans les projets, les femmes semblent particulièrement affectées. Une ville en crise (politique, sociale, économique, etc.) est d'abord soutenue par les femmes qui, très généralement responsables du quotidien, doivent suppléer au manque d'eau, d'énergie pour cuisiner, de transports, de garde d'enfants, etc. Inversement, les situations de crise peuvent aussi leur conférer davantage de liberté de circulation.

La présence des femmes dans les rues lors de soulèvements politiques est, dans certains pays, jugée nouvelle, comme cela a été le cas pour les Printemps arabes du début de la décennie ou pour les mouvements récents en Algérie et au Liban. En fait, comme l'ont démontré de nombreuses recherches les femmes sont depuis toujours présentes dans les espaces publics. Mais si les revendications citoyennes des femmes et l'affirmation de leur identité sociale passent entre autres par une territorialisation, celle-ci reste sous contrainte, car les corps des femmes sont encore des enjeux sociétaux, autant dans les pays d'Afrique du Nord et à l'est de la Méditerranée que dans de nombreux autres pays, y compris de l'OCDE. C'est pourquoi le sujet mérite une attention scientifique tout en prenant garde d'éviter les effets de mode qui peuvent tendre à instrumentaliser le thème.

Penser la ville à l'aune du genre est devenu un enjeu fort de la géographie, notamment urbaine, non seulement dans les pays des Nord, mais aussi dans ceux des Suds, où l'accès aux services essentiels et les stratégies d'adaptation, en particulier des classes populaires, accentuent la différenciation de pratiques des territoires urbains. Faire le point sur les recherches qui traitent de ces questions dans des pays différents, les articuler, les confronter sera un des objectifs de cette séance. Un autre objectif sera de s'interroger sur les méthodes géographiques adaptées à ces types de recherche et de partager des innovations méthodologiques, réinventions ou applications décalées de méthodes anciennes pour saisir les interrelations, les injonctions paradoxales de la question genre et ville.

#### **Responsables :**

**Gaëlle Gillot**, IEDES/Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, UMR Développement et Sociétés  
[Gaelle.Gillot@univ-paris1.fr](mailto:Gaelle.Gillot@univ-paris1.fr), ou

**Corinne Luxembourg**, École Nationale Supérieure d'Architecture Paris La Villette & Laboratoire Discontinuités, Université d'Artois [corinne.luxembourg@gmail.com](mailto:corinne.luxembourg@gmail.com)

**SÉANCE 5 - L'offre de soins plurielle en Afrique subsaharienne : opportunité ou risque pour la santé ?**

Parmi les défis auxquels sont confrontés les pays africains, il y a celui de l'amélioration des conditions sanitaires des populations. L'enjeu est double : premièrement, garantir de meilleures conditions de vie à des populations de plus en plus nombreuses, ensuite soutenir une offre de soins susceptible de répondre efficacement à une demande de soins multiformes. Jusque vers les années 1980, les États sont restés les principaux acteurs en matière d'offre de soins, aidés en cela par les institutions internationales. Mais les crises financières successives ont conduit à la faillite de l'État-providence et la libéralisation du secteur de la santé s'est progressivement imposée. En parallèle, voire en substitution des acteurs publics et institutionnels de la santé, se sont en effet développés des secteurs privés dont la légitimité vient d'une demande sociale non prise en charge par le secteur conventionnel de la santé. Ainsi, des cabinets d'homéopathie fleurissent dans les villes ; des boutiques vantant les mérites des alicaments prolifèrent ; des églises de diverses confessions diffusent leurs pratiques de guérison au gré de leur succès ; la vente de produits pharmaceutiques, via internet et dans la rue, fait désormais de la concurrence aux officines agréées. Or quel poids cette évolution de l'offre de soins fait-elle peser sur la santé des populations ? Y a-t-il par exemple un risque d'entretenir l'endémicité des maladies infectieuses par manque de dépistage ? Par ailleurs, comment les pouvoirs publics peuvent-ils désormais disposer d'une image, sinon précise, du moins cohérente de la distribution sociale et spatiale des réalités épidémiologiques ? Et comment, si tel est le cas, peut-on concevoir et mettre en œuvre des politiques d'aménagement du territoire en accord avec l'expression de la réalité des besoins ?

**Responsable :**

**Hénock Blaise Nguendo-Yongsi**, IFORD-Université de Yaoundé 2, Cameroun

[sir\\_nguendoyongsi@hotmail.com](mailto:sir_nguendoyongsi@hotmail.com)



## SÉANCE 6 - Nouvelles dynamiques des espaces du commerce de détail et enjeux géographiques

Les transformations entraînées par la mondialisation remettent en question les dynamiques des espaces marchands de toutes échelles, du local au mondial. En effet, qu'il s'agisse du développement du cybercommerce, de la construction de nouveaux centres commerciaux ou de la transformation des places de marchés traditionnelles, on observe, dans les Nordes comme dans les Suds, un questionnement lié à ces nouvelles dynamiques. Volonté politique, contestation citoyenne ou investissement privé, que nous disent aujourd'hui les espaces marchands sur les mutations sociétales et économiques ?

Alors que, dans les Nordes, la construction de centres commerciaux semble s'essouffler, elle paraît connaître un dynamisme certain dans les Suds. Cependant, autant dans les Nordes que dans les Suds, ils s'appuient sur la combinaison d'activités qui tend à les transformer en centres de loisirs, combinant commerces et activités récréatives telles que cinémas ou salles de jeux. Face à la mondialisation, la revendication de la valeur du local s'affirme partout. Cependant, cette valeur est confrontée à la capacité de production locale et à la satisfaction des besoins, de même qu'aux envies toujours plus étendues suscitées par une mondialisation qui s'associe à la modernité. Dès lors, comment les espaces marchands utilisent-ils l'une et l'autre ? Comment le local s'affirme-t-il dans sa singularité sans exclure les nouvelles formes de consommation ?

Par ailleurs, la question environnementale ainsi que celle sur le développement durable investissent de plus en plus le débat sur les pratiques de consommation et la place qu'y occupent les espaces marchands. Comment, dans ce contexte, concilier la préservation des ressources de consommation accrue et d'extension des espaces marchands ? Bref, comment assurer le développement durable d'une consommation au bénéfique à tous ?

Les recherches francophones récentes à ce sujet témoignent de la diversité des terrains, des approches et des enjeux géographiques. De fait, trouveront place dans cette session les communications qui attestent de cette richesse de la géographie du commerce actuelle. Il est souhaité que l'ensemble des propositions de communication soumis permettra dans la foulée d'envisager la formation d'un groupe de travail francophone autour de la géographie du commerce de détail.

### Bibliographie

- Anne BOUHALI & Nora MAREÏ & Mamadou DIME, « Sur les routes et marchés ouest-africains. Les circulations transnationales du made in China », *Métropolitiques*, 25 octobre 2018. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Sur-les-routes-et-marches-ouest-africains-Les-circulations-transnationales-du.html>
- DELAMARRE, A. (2016) Les néocavistes : nouveaux lieux du commerce dans des territoires urbains mondialisés, entre global et micro-local. Les cas parisiens et new-yorkais. In R. Desse, & S. Lestrade (dir.), *Mutations commerciales et devenir de l'espace marchand* (p.265-281). Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- DUBUCS, H., ENDELSTEIN, L. (2017) Saisir la diversité culturelle dans le paysage alimentaire urbain. *Urbanisme* 405:60-63.
- GASNIER, A., LEMARCHAND, N. (dir.) (2014) Le commerce dans tous ses états, espaces marchands et enjeux de société (p. 259-266). Rennes, France : Presses Universitaires de Rennes.
- LEBRUN, N. (dir.), *Commerce et discontinuités*, Arras, Artois Presses Université, 2013



- LEMARCHAND, N., (dir.) (2011). Commerce et culture, analyse géographique, *Géographie et cultures*, 39. doi : <http://gc.revues.org/697>
- LESTRADE, S. (2013) Le commerce de proximité de la grande distribution en France : de nouveaux modèles de magasin pour de nouvelles relations avec la ville ? *Annales de la Recherche Urbaine* 118:25-35.
- NASSA, D.A. (2012) Contribution de la téléphonie mobile à la dynamisation du commerce informel dans la commune d'Adjamé à Abidjan en Côte d'Ivoire. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 89 (4), 597-613.
- TARIK, H. (2014) Émergences de nouvelles centralités commerciales à Rabat (Maroc). Sociabilités, représentations et restructurations socio-spatiales, *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], 22 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 09 décembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/emam/565> ; DOI : 10.4000/emam.565
- ZINSOU-KLASSOU, K., « Autonomisation de la femme et parité des sexes au Togo : cas des commerçantes de vivriers des marchés périurbains de Lomé », *AHÖHÖ, Revue de Géographie*, 2014, no 13, p. 174–184.

**Responsables :**

**Nicolas Lebrun**, Université d'Artois, Laboratoire Discontinuités [nicolas.lebrun@univ-artois.fr](mailto:nicolas.lebrun@univ-artois.fr) ou  
**Nathalie Lemarchand**, Université Paris 8, UMR Ladyss [nlemarchand02@univ-paris8.fr](mailto:nlemarchand02@univ-paris8.fr)

## SÉANCE 7 - Géographie des catastrophes naturelles et des risques

Cette séance entend débattre des thèmes suivants :

1. Les catastrophes et les risques naturels dans le discours des géographes et dans les sociétés actuelles (contraintes, enjeux, vision sociopolitique).
2. L'effet sur leurs milieux, à l'échelle locale, continentale ou planétaire, des catastrophes naturelles (tremblements de terre, glissements de terrain, éruptions volcaniques, avalanches de neige, cyclones, inondations, tsunamis, etc.).
3. La dégradation de l'environnement à la suite de processus naturels tels que l'érosion éolienne ou hydrique, l'érosion côtière, les changements climatiques, la désertification, la disparition de glaciers continentaux, etc.
4. Les conséquences socioéconomiques des catastrophes naturelles et de la dégradation de l'environnement sur la population et sur les établissements humains de montagne, de collines et côtiers (injustices, inégalités socioéconomiques et de l'habitat).

### Responsable :

**Mircea Voiculescu**, Université de l'Ouest de Timișoara, Roumanie  
[mircea.voiculescu@e-uvt.ro](mailto:mircea.voiculescu@e-uvt.ro)

## SÉANCE 8 - Mobilités et migrations en Afrique

L'Afrique est un continent hautement affecté ou dynamisé par les déplacements et les migrations. Mais bien que 80 % des mouvements de population restent à l'intérieur du continent), les recherches menées à ce sujet portent pour l'essentiel sur les migrations internationales et en particulier à destination des pays du Nord. Et lorsque les mouvements internes sont traités, c'est la plupart du temps sous l'angle classique des migrations transfrontalières. Les mouvements sont ainsi figés dans un cadre spatiotemporel qui ne rend pas suffisamment compte de la complexité des échelles et des temporalités de ces mobilités et des espaces qu'elles produisent ou qui les produisent. Le but de cette séance est de s'interroger sur les spécificités spatiotemporelles des mobilités africaines intracontinentales à travers des contributions empiriques, conceptuelles ou théoriques. En d'autres termes, le but est de comprendre comment, dans ce contexte, les lieux s'articulent dans le temps pour produire le territoire du migrant.

Les propositions peuvent entrer dans les thématiques, sans être exhaustives, suivantes :

- ❖ Echelles et temporalités des migrations africaines
- ❖ Mobilités, espaces et conflictualités en Afrique
- ❖ Mobilités, territoires et frontières en Afrique
- ❖ Nouvelles formes de mobilité en Afrique

### Responsable :

**Papa Sakho**, Laboratoire de géographie humaine, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal  
[papa.sakho@ucad.edu.sn](mailto:papa.sakho@ucad.edu.sn)

## SÉANCE 9 - Dimensions de la reconversion fonctionnelle dans les espaces urbains

L'économie des espaces urbains est caractérisée par une évolution dynamique sous l'essor de la mondialisation dans toutes les zones géographiques du monde. Des processus de désindustrialisation et de délocalisation industrielle ou tertiaire conduisent à des reconversions fonctionnelles qui affectent souvent la configuration des espaces urbains.

Les causes et les conséquences ainsi que la vitesse des reconversions fonctionnelles sont liées aux différents contextes socioéconomiques. Les reconversions fonctionnelles se déroulent dans le cadre des projets de régénération urbaine, qui revitalisent des zones et des constructions, y compris de patrimoine industriel. Étant donné que le patrimoine historique offre des repères spatiotemporels au sein de la ville, ainsi que pour la mémoire collective, les opérations de réaménagement urbain peuvent se conjuguer jusqu'à la réinvention, de façon innovante, de certaines zones, pour les adapter aux conditions de vie actuelles et futures des populations.

Dans cette perspective, la séance vise à accueillir diverses approches scientifiques faisant référence aux sujets suivants :

- ❖ La variété des formes sous lesquelles les reconversions fonctionnelles ont émergé à la suite de la désindustrialisation et de la tertiarisation des nombreux espaces urbains à travers le monde ;
- ❖ La temporalité du déroulement des processus économiques dont relèvent les reconversions fonctionnelles en milieu urbain ;
- ❖ La différenciation des reconversions fonctionnelles selon la taille des villes concernées et selon leur profil économique ;
- ❖ Les bonnes pratiques de reconversion fonctionnelle ;
- ❖ La part que tiennent les facteurs endogènes dans la dynamique des reconversions fonctionnelles ;
- ❖ La contribution des industries créatives à la réinvention fonctionnelle des espaces urbains ;
- ❖ Les reconversions fonctionnelles dans les villes intelligentes.

La réflexion n'a toutefois pas à se limiter pas à ces thèmes. Ainsi, d'autres approches sont les bienvenues, par exemple l'analyse des transformations socioéconomiques des centres-villes ayant un riche patrimoine architectural ou encore l'étude des modalités du recyclage du patrimoine industriel (et de la mémoire collective qu'il porte) à des fins de reconversions fonctionnelles.

### Responsable :

Andreea-Loreta Cercleux, Université de Bucarest [loretacepoi@yahoo.com](mailto:loretacepoi@yahoo.com)



## **TABLE RONDE - Le savoir géographique : langue, production et diffusion scientifiques dans la mondialisation**

L'objectif de cette table ronde est de discuter du rapport entre la langue et les contextes sociétaux de production de la connaissance. L'attention se porte plus spécifiquement sur le fait que, dans de très nombreux pays, s'exerce une pression scientifique et politique pour produire un savoir *internationalisé* qui, au-delà des critères de connaissance scientifique partagés, interroge sur les effets que la « globalisation » a sur la production et la diffusion du savoir géographique. En effet, de plus en plus, le financement de la recherche est lié à des organismes nationaux et internationaux dont les critères d'attribution se standardisent, ce qui n'est pas sans conséquence sur la diversité de la production scientifique en géographie. Sans nier les bienfaits de la mondialisation des savoirs, force est de constater que des questions importantes se posent à cet égard. Cela concerne notamment la diversité des méthodes, à la fois qualitatives et quantitatives, et des épistémologies mises à contribution. Il est également en cause l'intérêt de maintenir, voire de renforcer, la pluralité des savoirs en sciences humaines et sociales. Le modèle construit par la convergence des politiques scientifiques ne restreint-il pas en effet la diversité des savoirs, des modalités de leur production et de leur diffusion ? Face à cette situation, des critiques se commencent à s'exprimer, favorisant des modes différents de publication qui, par exemple, valorisent autant l'image que le texte. En parallèle, des savoirs locaux ou régionaux y trouvent un appui dans leur résistance à l'encodage unique, dans la forme comme dans le fond, alors que des chercheurs y voient un encouragement à s'interroger sur les rapports de pouvoir existant au sein même de la science. Par ailleurs, l'édition savante, en s'appuyant sur l'édition libre, favorise l'accès aux articles scientifiques édités par des revues dans de nombreuses langues.

Les questions posées dans le cadre de cette table ronde s'organiseront autour des thèmes suivants. Quelle place pour la diversité des contextes locaux dans la production scientifique mondialisée ? Comment valoriser la production de connaissances géographiques issues de la collaboration entre chercheurs et acteurs du milieu ? Quels sont les moyens d'expression et les réseaux d'une collectivité géographique scientifique particulière et sa validation scientifique aux échelles locale et internationale ? Quels liens entre la publication des travaux scientifiques des géographes et la formation supérieure, plus particulièrement la formation à la recherche en géographie des étudiants aux cycles supérieurs ?

À partir des témoignages de géographes de toutes générations, français, francophones et francophiles participant à la table ronde, un débat sera engagé. Sont invités à y participer des géographes, professeurs ou directeurs de recherche émérites, en activité ou de jeunes doctorants et docteurs. Un des objectifs centraux de cette séance sera d'évaluer la perspective d'organiser un groupe de travail sur ce sujet au sein de la nouvelle association réunissant une équipe de collègues prêts à réfléchir et à agir sur ces questions au plan international.

### **Responsables :**

**Nathalie Lemarchand**, UGI, Université Paris 8 [nlemarchand02@univ-paris8.fr](mailto:nlemarchand02@univ-paris8.fr) ou

**Antoine Le Blanc**, CNFG, Université de Dunkerque [Antoine.Le-Blanc@univ-littoral.fr](mailto:Antoine.Le-Blanc@univ-littoral.fr)

## PREMIER CONGRÈS DE L'AIGF

Pour soumettre un projet de communication, prière de transmettre à **Guy Mercier** ([guy.mercier@ggr.ulaval.ca](mailto:guy.mercier@ggr.ulaval.ca)) et à **Vincent Berdoulay** ([vincent.berdoula@univ-pau.fr](mailto:vincent.berdoula@univ-pau.fr)), avec copie à l'AIGF ([aigf@ggr.ulaval.ca](mailto:aigf@ggr.ulaval.ca)), un résumé d'au plus de 300 mots d'ici le 1<sup>er</sup> mars 2020, en indiquant, le cas échéant, à quelle séance thématique la communication est destinée. Ceux et celles qui veulent participer à la table ronde doivent en manifester l'intérêt auprès de **Nathalie Lemarchand** ([nlemarchand02@univ-paris8.fr](mailto:nlemarchand02@univ-paris8.fr)) et **Olivier Le Blanc** ([Antoine.Le-Blanc@univ-littoral.fr](mailto:Antoine.Le-Blanc@univ-littoral.fr)).

\*

Pour toute question liée à l'AIGF, s'adresser à **Guy Mercier** ([guy.mercier@ggr.ulaval.ca](mailto:guy.mercier@ggr.ulaval.ca)) ou **Vincent Berdoulay** ([vincent.berdoula@univ-pau.fr](mailto:vincent.berdoula@univ-pau.fr)) (avec copie à [aigf@ggr.ulaval.ca](mailto:aigf@ggr.ulaval.ca)).

\*

### **Frais d'inscription, qui incluent l'adhésion à l'AIGF pour 2020 :**

#### **Pour les participants de « pays à hauts revenus » :**

- ❖ Inscription précoce (limite le 20 avril) 100 CAD (dollars canadiens) ;
- ❖ 120 CAD ensuite.

#### **Pour les participants d'« autres pays » :**

- ❖ 30 CAD avant le 20 avril ;
- ❖ 50 CAD ensuite.

*NB* : Les pays « à hauts revenus » sont définis par la [Banque mondiale](http://www.worldbank.org) en fonction d'un revenu national brut par habitant égal ou supérieur à un seuil évalué chaque année. Les « autres pays » sont ceux qui ont un revenu national brut par habitant inférieur à ce seuil. Liste disponible directement sur le lien <http://databank.worldbank.org/data/download/site-content/CLASS.xls>

### **L'inscription des doctorants est gratuite.**

D'autres précisions sur le congrès seront diffusées ultérieurement et placées sur un site internet.